

SANTÉ : COMMENT ET COMBIEN GASPILLE-T-ON ?

Orateurs : **Anne-Marie ARMANTERAS**, Présidente de l'Agence Nationale d'Appui à la Performance - ANAP | France, **Thomas FATOME**, Directeur général de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie - CNAM | France, **Étienne MINVIELLE**, Directeur du Centre de recherche en gestion de l'École Polytechnique | France, **Stefano SCARPETTA**, Directeur de la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales à l'OCDE, **Franck VON LENNEP**, Directeur de la Sécurité Sociale | France

Débat animé par **Gaétan CASANOVA**, Médecin de santé publique à la Fédération Nationale des Établissements d'Hospitalisation à Domicile - FNEHAD | France

Viser la pertinence et la qualité pour réduire le gaspillage en ressources financières, humaines et matérielles

Les récents événements sanitaires ont mis en évidence les postes de gaspillage de notre système de santé, soulignant l'impératif d'investir dans un système de santé plus résilient. Un facteur clé de ce gaspillage réside dans la complexité de l'organisation du système de santé. Le manque de coopération et de communication entre les acteurs se traduit par des doublons, des erreurs d'orientation, et par conséquent, un gaspillage des ressources financières, humaines et matérielles qui sont mal allouées. Pour remédier à cette problématique, il est impératif de mettre en œuvre des stratégies efficaces visant à rationaliser l'organisation et à favoriser la coopération entre les différentes entités du secteur. Les impacts seraient visibles tant au niveau macroéconomique qu'au niveau micro, avec une implication directe sur le quotidien des professionnels de la santé. Ces derniers consacrent entre 25 et 30 % de leur temps à corriger des inefficiences liées à un manque de pertinence organisationnelle. Cette situation crée un enjeu d'attractivité majeur pour les praticiens.

Dans cette optique de qualité des soins, les autorités de santé doivent envisager une évaluation globale de la qualité et non par segments pour quantifier les problèmes spécifiques, fixer des objectifs précis, et mettre en œuvre des plans d'action ciblés. De nombreux leviers peuvent être activés pour favoriser cette amélioration, notamment la communication, des indicateurs de qualité transparents, l'incitation financière pour les patients et les professionnels, ainsi que des réglementations appropriées.

Réduire le gaspillage en santé : priorité à la sobriété et à l'exploitation intelligente des données

Dans le contexte actuel marqué par une lutte pour réduire l'impact des activités humaines sur l'environnement, la réduction du gaspillage des ressources dans le domaine de la santé s'impose comme une nécessité évidente. Le système de santé contribue de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre, représentant 8 % du total de ces émissions dans notre pays. L'adoption de pratiques sobres et respectueuses de l'environnement apparaît comme une option incontournable permettant d'œuvrer à la décarbonation de ce secteur.

Parallèlement, le virage numérique est une opportunité précieuse pour réallouer les ressources de façon plus pertinente et ainsi réduire le gaspillage. Les données et les systèmes d'information occupent une place centrale dans cette transformation. Une exploitation judicieuse des données peut, par exemple, permettre la réduction des prescriptions inappropriées en analysant les données biologiques des patients, donner accès à des informations essentielles pendant les interventions chirurgicales, et personnaliser la prévention en ciblant les populations à risque.

Privilégier le préventif au curatif pour un gain d'économie et une population en meilleure santé

Les nouvelles réalités sanitaires, tels que les maladies chroniques et le vieillissement de la population, nécessitent un changement fondamental de notre approche curative de la santé, vers une conception plus préventive et proactive. Cela permettrait d'éviter les coûts élevés associés aux maladies évitables et aux effets délétères que l'on pourrait retarder. A titre d'exemple, la prolongation du programme national de lutte contre le tabac jusqu'en 2050 permettrait une importante économie des dépenses de santé et une amélioration de la qualité de vie de la population. En outre, le maintien et l'intensification des programmes de vaccination demeurent des moyens efficaces de prévenir un large éventail de maladies.

Impliquer tous les acteurs dans la définition de plans d'actions et susciter l'intérêt à agir

Dans la lutte contre le gaspillage en santé, l'engagement de tous les acteurs du système est essentiel. Cela implique de susciter un intérêt généralisé pour la qualité et la pertinence des soins. L'Assurance Maladie déploie des initiatives pour stimuler cet intérêt, notamment par le biais de campagnes de sensibilisation visant à promouvoir le bon usage du système de santé. Un autre aspect significatif concerne les prescripteurs hospitaliers, qui génèrent la moitié des ordonnances de médicaments en ville. Cependant, leur implication actuelle dans la gestion efficiente des ressources est limitée. Les réformes à venir dans le financement hospitalier devront aborder cette problématique de manière substantielle. Faire dépendre le financement de la qualité des soins pourrait être une solution.

Enfin, la reconnaissance et la valorisation des compétences des professionnels de santé tout au long de leur carrière sont essentielles pour optimiser leur contribution. La re-certification des compétences individuelles favorise l'amélioration continue, ce qui est bénéfique en termes de qualité de travail, et d'attractivité des professionnels de santé. Il est impératif de mieux reconnaître les compétences acquises, lors de la formation initiale comme tout au long de la carrière pour répondre efficacement aux besoins évolutifs du secteur de la santé.